



C_2016_049

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 19 MAI 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Direction Générale des Services

L'an deux mille seize le dix neuf mai à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	57

**Objet de la
délibération:**
**Mutualisation de
l'approvisionnement
et de la distribution
de carburants entre
la Communauté
d'Agglomération
Dracénoise et la
Ville de Draguignan**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Christine NICCOLETTI, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Jacques LECOINTE pouvoir à Alain CAYMARIS, Bernard CHILINI pouvoir à Daniel MARIA, Christophe CARRIERE pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Alain HAINAUT pouvoir à Grégory LOEW, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Jean-Pierre MOMBAZET pouvoir à Nicole FANELLI, Michèle PELASSY pouvoir à Régis ROUX, Thierry PESCE pouvoir à Claude PIANETTI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT(S) :

Gilbert BOUZEREAU, Bernard CHARDES, Caroline COLLOMBAT, Sandrine MARY-BOUZEREAU, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Daniel MARIA

Transmis le : **24 MAI 2016**

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

Le schéma de mutualisation de la Communauté d'Agglomération Dracénoise et de ses communes membres a été approuvé par délibération n° C_2015_137 lors du Conseil d'agglomération du 17 décembre 2015.

Dans le cadre de cette démarche, une des finalités recherchées est de renforcer l'efficacité de l'action publique locale, dans l'objectif de :

- rationaliser les dépenses publiques en cherchant à mutualiser les activités effectuées de façon similaire et qui pourraient être optimisées si elles étaient exercées en commun ;
- rationaliser les structures et organisation, mettre en relation les problématiques similaires pour les traiter à une échelle plus vaste que la commune ;
- développer les expertises et les ressources sur le territoire, améliorer et valoriser les compétences et savoirs notamment en s'appuyant sur les compétences des services municipaux pour les partager à l'échelle intercommunale.

Ainsi, la Communauté d'Agglomération Dracénoise et la Ville de Draguignan se sont entendues aux fins de mutualiser l'approvisionnement et la distribution de carburants pour leurs parcs de véhicules respectifs. En effet, la Ville de Draguignan dispose des équipements (cuves et station service) et des personnels qualifiés. Les véhicules de service et d'exploitation (véhicules légers ; poids lourds, bus et bennes à ordures ménagères), soit environ 80, seront alimentés en carburants sur le site du Centre Technique Municipal sis zone St Hermentaire à Draguignan. Ainsi, l'approvisionnement en carburants en comparaison avec un approvisionnement en station service d'un réseau de distributeur représente une économie d'environ 7% sur un budget prévisionnel annuel de près de 200 000€.

Cette action intègre donc l'axe 2 du schéma « La Communauté d'Agglomération Dracénoise et les communes mobilisent de l'ingénierie et proposent des services ».

Une convention de groupement de commandes entre la Ville de Draguignan et la Communauté d'Agglomération Dracénoise pour l'achat de carburants en vrac a été approuvée par délibération n° B_2016_003 du Bureau Communautaire du 8 février 2016.

La convention de mutualisation jointe à la présente délibération définit et régit les modalités selon lesquelles la Ville de Draguignan et la Communauté d'Agglomération Dracénoise s'entendent pour mettre à disposition les équipements, et définit les modalités de fonctionnement de cette mutualisation.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission Transports, Mobilités Durables et Accessibilité du 28 avril 2016 et de la commission mixte « Administration générale et Communication » et « Modernisation de l'action publique - Relations citoyennes - Conseil de développement » du 11 mai 2016, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- approuver la convention de mutualisation pour l'approvisionnement et la distribution de carburants entre la Ville de Draguignan et la Communauté d'Agglomération Dracénoise, jointe à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président à prendre toute décision et à signer tous documents afférents.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette

délibération.

Envoyé en préfecture le 24/05/2016

Reçu en préfecture le 24/05/2016

Affiché le **24 MAI 2016**

ID : 083-248300493-20160524-C_2016_049-DE

Fait à Draguignan, le jeudi 19 mai 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.